

Faire reculer le gouvernement, oui, c'est possible !

Depuis la mi-janvier, les énormes cortèges dans toutes les villes, grandes, moyennes et petites, les grèves dans des entreprises privées comme dans les services publics, la mobilisation de la jeunesse avec les blocages de facs et de lycées, tout montre que nous sommes unanimes à rejeter le projet. Chaque manifestation apporte de nouveaux manifestants remplaçant, et au-delà, ceux qui n'ont pas pu revenir. **Les questions que tout le monde se pose maintenant sont : comment faire reculer le gouvernement, comment gagner ?**

Un gouvernement vomé par le monde du travail tout entier

Parmi les salariés, personne ne peut plus supporter les apparitions à la télé de ministres prétentieux qui ne connaissent rien de la vraie vie et osent venir nous donner des leçons, à nous, qui faisons tourner la société. On n'en peut plus de leur façon de venir nous dire : « Vous n'avez pas bien compris, je vais vous expliquer »... On a très bien compris que ce qui menace le système des retraites, c'est leur volonté de puiser dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches.

Comment préparer les prochaines étapes ?

La prochaine grosse échéance annoncée par l'intersyndicale est le 7 mars, et sans doute le 8 dans la foulée comme dans les transports parisiens qui ont prévu une grève reconductible. L'intersyndicale nationale a dit être prête à « *mettre le pays à l'arrêt* » si le gouvernement ne retire pas son projet.

Le retrait du projet, c'est le minimum. Mais cela fait plus de 30 ans que, sans autre raison qu'appauvrir les plus anciens, les gouvernements successifs ont dégradé le système des retraites. En 1982, alors que les richesses produites étaient bien moindres, pour tous les salariés, la retraite était à 60 ans avec 37,5 annuités. Ce qui était possible en 1982 l'est *a fortiori* 41 ans plus tard dans une société bien plus riche.

Aller vers la grève générale

L'intersyndicale a menacé de « *mettre le pays à l'arrêt* ». Oui, il faut aller vers une grève générale qui remette les pendules à l'heure. Sans les travailleurs, rien ne se produit. Si nous croisons les

bras, la production ne sort pas et adieu les profits patronaux et les dividendes pour les actionnaires.

Nous le savons tous : quelques journées de paralysie de l'économie feraient vraiment basculer le rapport de force en notre faveur. La journée du 7 mars peut être une étape importante vers une grève générale.

Nous avons besoin de discuter entre nous

C'est par tous les bouts que ce gouvernement s'efforce de prendre dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches. Il multiplie les attaques, retraites mais aussi conditions de travail et pouvoir d'achat.

Nous avons besoin d'échanger, entre nous, syndiqués ou non syndiqués, sur toutes ces questions et sur ce que nous devons faire pour gagner : quand et comment continuer la grève plusieurs jours de suite, sans attendre une prochaine date lointaine ? Comment élargir le mouvement, convaincre les collègues qui ne sont pas encore mobilisés et nous adresser aux autres entreprises et secteurs du monde du travail ?

La préparation des manifs et les cortèges eux-mêmes sont une première occasion d'avoir ces discussions. **Mais nous avons besoin d'établir de véritables liens entre nous, de tenir des réunions, des assemblées générales de grévistes** : avec des mouvements seulement chapeautés d'en haut, le risque existe que le lâchage d'un syndicat mette en danger la mobilisation de tous – nous savons que cela s'est déjà produit. C'est notre mouvement, il est normal que nous le contrôlions de bout en bout.

Le 7, le 8 et tous les jours d'après

La journée internationale de lutte pour les droits des femmes tombe pile le lendemain du premier jour de mobilisation en reconductible appelé par les fédérations syndicales de plusieurs secteurs, notamment par la CGT et Sud-Rail pour la SNCF. Cette journée de lutte fait cette année particulièrement écho à la mobilisation contre la réforme des retraites : ce projet est une attaque faite à l'ensemble des travailleurs mais encore plus aux travailleuses, qui devront en moyenne partir plus tard à la retraite du fait de carrières plus hachées.

Le 7, le 8 et tous les jours d'après si nécessaire, en grève et dans la rue : allons-y pour gagner !

« Moi Hamdoulah ça va »...

Bénéfices du groupe Total en 2022 : 19,1 milliards d'euros. Bénéfices du groupe BNP en 2022 : 10,2 milliards d'euros.

... mais là, ça va pas !

Pour 10 milliards d'euros d'hypothétique déficit des caisses de retraites d'ici 2030, Gabriel Attal, le ministre macroniste chargé des comptes publics, déclarait à la tribune de l'Assemblée nationale : « C'est la réforme ou la faillite ».

Avec les chiffres cités plus hauts, il y a pourtant de quoi faire...

L'extrême-droite, une force d'opposition à la réforme des retraites ?

Soucieuse d'apparaître présidentiable (et donc garante des intérêts des capitalistes), Marine Le Pen avait déjà laissé tomber la retraite à 60 ans pour toutes et tous lors de sa dernière campagne.

Au parlement, les députés du RN ont déposé un amendement pour priver de pensions les Chibanis (travailleurs marocains arrivés en France dans les années 60, 70 et 80) qui passent leur retraite au Maroc.

Et pour tout ce petit monde, il y a une solution simple au problème de financement des retraites : la natalité. Une vision des femmes où leur rôle tiendrait principalement à enfanter de la force de travail...

Alors aucune illusion : en guise « d'opposition », le parti de la châtelaine de Saint Cloud déverse proposition rétrograde sur proposition raciste à propos de cette réforme des retraites.

À vos marques, prêt ?

C'est par un mail certes courtois mais laconique que les agents de conduite de Mantes ont été avisés de la suppression de leur feuille quelques jours plus tard. L'avalanche de mails de réponses des ADC témoigne que, sur le fond comme sur la forme, ça ne passe pas.

... faux départ !

À croire que la boîte n'avait vraiment préparé cette restructuration que quelques jours en amont. Rien n'était prêt, Orion marche toujours aussi bien. Résultat des courses : la restructuration est de nouveau repoussée.

Il y a parfois des signes qui montrent que rien ne sert de s'entêter.

Syrie et Turquie : plus de 44 000 morts

Deux semaines après les deux tremblements de terre qui ont touché le sud la Turquie et le nord de la Syrie, le bilan officiel annonce plus de 44 000 morts. À l'horreur du tremblement de terre s'ajoutent les conditions climatiques, où les survivants meurent de froid. Les rescapés sont entassés dans des gymnases sans rien à boire ni à manger : les cris de colère passent en boucle dans les actualités.

Devant la colère populaire, la réponse d'Erdoğan a été... d'interdire Twitter sur le territoire pendant 24 heures. L'armée a un poids énorme en Turquie, mais elle n'a pas été mobilisée pour apporter les secours. Beaucoup ont fait remarquer qu'Erdoğan était plus prompt à envoyer des tanks et des avions dans ces zones habitées majoritairement par les Kurdes que des ambulances et des pompiers. Le gouvernement répond aux critiques par la répression en emprisonnant des opposants. Mais comme en 1999, lors du tremblement de terre qui avait fait 30 000 victimes dans la région d'Istanbul, la colère s'amplifie contre ce gouvernement corrompu et répressif.

Les habitants se sont bien rendu compte que la plupart des bâtiments détruits ont moins de dix ans. La spéculation immobilière, la tricherie sur les normes antisismiques non-respectées, la corruption des fonctionnaires d'État est une répétition, en pire, de ce qui s'était passé en 1999. Le cynisme de ce gouvernement est sans limite.